

Paul BRON

I est aujourd'hui presque impossible de penser l'insertion, l'intégration et le développement social des quartiers sans y inclure l'accompagnement scolaire. L'ampleur et l'exclusivité accordée à la réussite scolaire comme enjeu de la réussite sociale cristallise l'essentiel des initiatives en direction de la jeunesse. On assiste alors à un foisonnement d'activités et d'acteurs qui, aux côtés de l'école, tentent de donner ce coup de pouce éducatif qui atténuerait la spirale de l'échec et de l'exclusion.

Une charte de l'accompagnement scolaire proposée par l'Education Nationale en 1992 après concertation avec de nombreux partenaires en a délimité le champ et le contenu, en soulignant la nécessaire complémentarité des compétences des acteurs éducatifs et notamment des parents. Quelques traductions départementales de cette charte ont vu le jour.

Devant cette diversité, nous proposons de distinguer quatre types d'actions d'accompagnement scolaire, souvent interactifs :

1. les activités de soutien scolaire liées essentiellement à l'école, aux apprentissages et aux consignes scolaires : tutorat, aide aux devoirs, soutien scolaire, travail individualisé, étude du soir...
2. les activités d'animation éducative qui se pratiquent à côté de l'école, axées sur les apprentissages sociaux où l'objectif est le développement et l'épanouissement culturel et identitaire de l'enfant : animation éducative péri scolaire (AEPS), activités interculturelles, ateliers de communication, projets socio-culturels, bibliothèques de rue...
3. Les activités de médiation scolaire qui doivent permettre une réelle rencontre entre la famille et l'école et une meilleure compréhension mutuelle : réunion de classe, interprétariat, visites des familles, permanences médiation...
4. les activités en direction des familles, où l'objectif est de développer et d'accompagner les compétences parentales d'éducation : réseau d'échanges et de savoirs, formations de parents, sessions parents-acteurs, soutien d'associations de parents immigrés...

Nous avons choisi dans ce numéro d'explorer, d'interroger les initiatives qui ne rentrent pas dans la première catégorie. Si le soutien scolaire, l'aide aux devoirs, relevaient directement de la responsabilité de l'école, quel rôle éducatif pourraient jouer les différents partenaires du champ social ? Une journée de travail organisée par l'ADATE et la FCSI en juin dernier a tenté d'y voir clair. Elle fait l'objet de la première partie de notre dossier et donne le ton de l'angle d'approche du reste de cette livraison.

Il ne s'agit pas bien sûr de remettre en cause le rôle capital de la famille et de l'école. La famille est le premier espace éducatif, celui où l'enfant fait ses apprentissages fondamentaux. L'école se charge des apprentissages intellectuels de base, de la scolarisation de l'enfant, elle est dépositaire de la mémoire collective nationale. Mais l'école et la famille constituent-elles les seuls espaces éducatifs ? Et même si elles remplissaient pleinement leur rôle, elles ne sauraient certainement pas couvrir la totalité du champ éducatif. N'existe-t-il pas d'autres espaces éducatifs où peuvent oeuvrer les partenaires locaux que nous sommes ? Comment reconstituer de tels lieux, permettant aux jeunes de structurer leur personnalité, leur identité sociale et culturelle dans un espace pluriel, non centralisé, ouvert à toutes générations ?

N'est-ce pas aussi tenter de donner un sens actuel et dépoussiéré aux idéaux d'une nouvelle éducation populaire ? ■